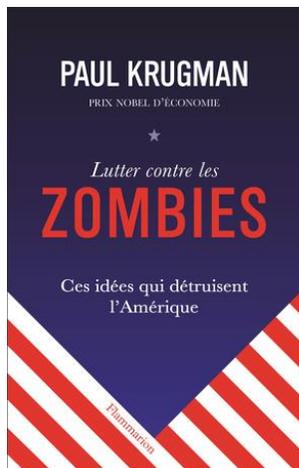


Lutter contre les zombies : ces idées qui détruisent l'Amérique de Paul Krugman

Introduction



Paul Krugman (1957-...) est professeur d'économie et de relations internationales à l'université de Princeton. Il a obtenu le prix Nobel d'économie en 2008 pour ses travaux sur le commerce international et la géographie économique. Auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation, c'est surtout en tant qu'éditorialiste au New York Times (depuis 1999) qu'il est connu du grand public et qu'il écrit cet essai. Appartenant au mouvement des néo-keynésiens, Paul Krugman se définit comme un économiste de gauche. Donald Trump lui attribue en 2017 le premier prix des *Fake News Award*, qu'il a lui-même inventé, pour dénoncer les propos de ses opposants médiatiques.

Lutter contre les zombies est un recueil d'articles, pour la plupart issus du *New York Times*. Il s'agit d'une analyse économique des décisions politiques américaines des 15 dernières années, depuis la présidence de George W. Bush jusqu'aux récentes actions de Donald Trump. Essai engagé clairement du côté du parti Démocrates à l'encontre des Républicains, il dresse un portrait acerbe de la politique américaine et de son fonctionnement. Selon Paul Krugman, les « zombies » sont des idées fausses, facilement défaits par la recherche économique, mais qui circulent aux États-Unis, notamment parmi le parti Républicain. Il défend également son point de vue keynésien par rapport aux économistes.

Avec cet essai, Paul Krugman dévoile quelques-uns des grands sujets qui ont occupé le devant de la scène politique américaine au XXI^e siècle.

1. Protection sociale

Dans ce premier chapitre, Paul Krugman explique les enjeux politiques et économiques de la protection sociale : système des années 2000, enjeux et mise en place de l'Obamacare.

Dans les années 2000, le système de sécurité sociale laisse place à quatre situations : des assurances privées pour les personnes qui travaillent, Medicaid pour les personnes en grande nécessité, Medicare pour les retraités, et quelques dizaines de millions de personnes non assurées (ne rentrant pas dans les catégories précédentes, avec des antécédents médicaux, etc.).

Paul Krugman défend l'idée d'une couverture sociale minimum et publique pour tous les citoyens américains. Il avance trois arguments principaux :

- en s'appuyant sur les systèmes déjà en place (Medicare pour les personnes retraitées et Medicaid pour les personnes situation de précarité), la gestion d'un tel système est peu coûteux, contrairement au prix que coûterait sa privatisation ;
- malgré des scénarii alarmistes sur le long terme (années 2070), le système actuel n'est pas en déficit et fonctionne correctement ;
- tous les « pays développés et riches » disposent d'un système de cet ordre, la protection sociale devant être conçue comme un service public.

Selon l'économiste, la privatisation de la protection sociale ne ferait qu'enrichir les sociétés privées. Il accueille donc la réforme *Obamacare* (= *Affordable Care Act*) avec enthousiasme.

La réforme *Obamacare* repose sur trois piliers :

- l'obligation pour les assurances de ne pas discriminer sur le critère des antécédents médicaux ;
- l'obligation de souscrire à une assurance même si on est en bonne santé, avec un minimum de garanties ;
- un système de subvention pour les personnes le nécessitant.

Entrée en vigueur en 2013, cette réforme a permis de fournir une assurance à 16 millions d'Américains, et ainsi de diminuer par trois le nombre des non assurés. Paul Krugman revient ensuite sur les tentatives des Républicains pour supprimer cette réforme.

2. Crise des subprimes

Les trois chapitres suivants sont consacrés à la crise financière des « *subprimes* » (= prêts hypothécaires à risque) survenue en 2008 et à ses conséquences. Paul Krugman montre dans un premier temps qu'elle est la conséquence directe de la bulle Internet qui a éclaté au tournant du siècle : une spéculation sur les valeurs technologiques qui a fini par entraîner un krach boursier. L'Amérique rentre en récession, la FED (Réserve fédérale des États-Unis) baisse les taux d'intérêt pour contrôler l'inflation, et les investissements se reportent progressivement sur l'immobilier.

L'économiste évoque ensuite l'innovation financière qui, selon lui, n'a servi récemment qu'à contourner la réglementation. L'opacité et la complexité des transactions boursières ont fait que les investisseurs (fonds d'investissement, sociétés, structures publiques etc.) sous-estimaient les risques financiers et ne savaient plus exactement ce qu'ils possédaient. Les *subprimes* sont des investissements immobiliers à risque mais à plus fort rendement : groupés, ils n'étaient pas censés représenter un risque pour les investisseurs. A force de transactions financières opaques, ces investissements toxiques se sont éparpillés. La hausse spectaculaire des prix de l'immobilier depuis les années 2000 a progressivement rendu plus prudents les établissements de crédits. Ils ont augmenté leurs taux d'intérêt. S'en est suivi une perte brutale de la valeur des *subprimes* qui a entraîné la crise financière de 2008.

Paul Krugman, à travers le cas Madoff, attaque une dérive de la finance et le laisser faire des politiques : en une génération, l'« industrie du placement » a creusé les écarts de salaires de manière extraordinaire. Devant cette apparente création de richesse, les

politiques n'ont pas été à l'encontre de ces pratiques. Bernard Madoff a créé une pyramide de Ponzi, révélée en 2008 : il promettait à des investisseurs des rendements très importants. Avec cet argent, il remboursait les premiers investisseurs, jusqu'à ne plus trouver d'investisseur. Si les investisseurs se sont été ruinés en perdant l'ensemble de leurs liquidités, les bonus perçus par Bernard Madoff (et Paul Krugman vise à travers cela les gestionnaires de fonds d'investissement) sont bien réels.

L'auteur analyse ensuite la réaction des décideurs politiques face à la crise financière de 2008. Il défend les politiques de relance face à l'austérité. Selon lui, quand l'économie entre en récession, les banques centrales doivent garantir la croissance réelle en baissant les taux d'intérêt. Les États doivent donc créer de la monnaie, investir et s'endetter davantage. S'il trouve judicieux de réduire la dette des États en période de croissance, il critique les politiques d'austérité menées lorsque la crise est en cours (Grèce, Allemagne).

Barack Obama a engagé en 2009 un plan de relance : stimuler l'économie pour encourager la dépense (baisse des impôts, subventions) et la FED a racheté des actifs. Pour l'auteur, ce plan de relance a fonctionné mais n'était pas assez ambitieux.

Paul Krugman analyse ensuite l'opposition entre deux courants de pensée économique qui se sont affrontés à partir des années 1970 : les partisans d'un interventionnisme d'Etat dans la régulation du marché (John Maynard Keynes) et les économistes de l'Ecole de Chicago qui défendent un marché libre et dérégulé (notamment Milton Friedmann). Ces deux courants de pensée se sont fourvoyés en considérant l'économie de marché comme stable pour les uns, et régulable à volonté pour les autres. Ainsi, les économistes, à l'exception de quelques-uns, n'ont pas pu prévoir la crise financière de 2008. L'économiste met en garde contre les connivences qui existent entre la pensée économique et la conviction politique. La recherche économique doit rester neutre et tendre à l'objectivité. Selon Paul Krugman, des recherches fallacieuses ont donné lieu à des politiques économiques et ont disséminé de fausses idées pour influencer l'opinion publique : une dette qui dépasse 90% du PIB mène à la récession, le chômage n'est pas dû à un manque d'investissement des entreprises et à un creusement de l'écart des salaires, mais un déficit de compétence....

3. L'Euro

Ce cinquième chapitre est consacré à l'Euro. Paul Krugman met en avant les qualités du projet européen construit à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, mais analyse ensuite les problèmes économiques d'une monnaie unique.

L'exemple de l'Espagne montre l'impossibilité à réguler une économie nationale lors d'une crise économique : les leviers d'une banque centrale nationale n'existent pas dans le cadre de l'Euro. Lors de l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, l'Espagne, qui avait connu une croissance et une augmentation des prix et des salaires plus forts que ses voisins, n'était plus en capacité d'exporter ses produits. Depuis, l'Espagne a retrouvé une croissance correcte, mais conserve un chômage très important de l'ordre de 22%.

La Grèce et l'Italie connaissent une crise sans précédent. Paul Krugman pense que la monnaie unique ne peut être une réalité économiquement viable, sans politique commune. Les conséquences sont une montée des nationalismes anti-européens.

4. La fiscalité et la dette

Dès fin 2010, après le démantèlement du plan de relance de Barack Obama, Paul Krugman dénonce une obsession de la dette, alors que le chômage stagne autour de 9% (soit plus de 14 millions d'Américains). Combattre la dette à tout prix était le discours tenu par les républicains pendant la présidence Obama et a participé à l'élection de Donald Trump. Selon Paul Krugman, la dette a un rôle important : elle permet d'investir pour l'avenir. Il dénonce le creusement de la dette effectué par Donald Trump pour financer une baisse des impôts des plus aisés.

Il défend l'idée que la baisse des impôts n'est pas systématiquement la meilleure solution pour l'économie d'un pays et qu'elle ne concerne finalement qu'une minorité riche et prompte à diffuser cette idée dans l'opinion publique. Il s'agit pour Paul Krugman de l'« ultime idée-zombie ». Baisser les impôts des entreprises leur permet uniquement d'augmenter les bénéfices, mais pas d'améliorer les salaires et d'embaucher. Il dénonce une concentration des richesses de plus en plus importante.

Démocrates et républicains s'opposent radicalement et unilatéralement sur le sujet de la dette et des impôts. En découlent des attaques politiques mensongères et non fondées économiquement.

5. Commerce international

Dans ce chapitre, Paul Krugman dénonce les agissements de Donald Trump qui détruisent le commerce international : taxes douanières de l'acier et de l'aluminium par exemple. Il analyse le rôle de l'Organisation mondiale du commerce dans la régulation des échanges commerciaux : arbitrage en cas de différend entre deux pays. Il dénonce le mépris de Donald Trump pour les règles du commerce international : favoriser le pays plutôt que des intérêts particuliers (exemple des pneus chinois). Cela a pour conséquence une perte de confiance envers le marché américain pour l'ensemble des autres pays.

6. Déni des inégalités

En l'espace d'une génération, l'écart des salaires s'est creusé. Un PDG gagnait 20 fois plus que le salaire d'un travailleur moyen, le ratio est désormais établi à 300. Dans ce même temps, les salaires moyens ont peu voire pas du tout augmenté (en prenant en compte l'inflation). Cette accélération des inégalités est perçue dès les années 1980. Pourtant, elle n'alerte pas les décideurs politiques, et ce pour trois raisons, que Paul Krugman juge fausses :

- les inégalités de revenus sont justifiées par la réussite des salariés diplômés – Paul Krugman estime qu'il s'agit de la situation exceptionnelle d'une infime minorité ;
- le déclin des familles ouvrières est le résultat de leurs difficultés économiques, et non la cause ;
- les entreprises liées aux nouvelles technologies emploieraient uniquement des robots et des personnes diplômées.

L'auteur attire également l'attention sur l'inégalité des richesses qui se creuse entre les États américains et la dichotomie politique qui s'en suit : les régions les plus pauvres sont aussi les plus favorables à Donald Trump.

7. Politique américaine

Dans les chapitres suivants, Paul Krugman attaque le Parti républicain, et Donald Trump en particulier, sur plusieurs sujets : la radicalisation du Parti républicain depuis les années 1990, le climatoscepticisme du président américain, la capacité des Républicains à contrôler les médias pour diffuser des *Fake news*. Ces chapitres étant trop partisans, ils ne sont pas traités dans cette fiche de lecture.